

Bryden, P. E., *Planners and Politicians. Liberal Politics and Social Policy, 1957-1968* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998), 256 p.

Dominique Marshall

Volume 54, Number 4, Spring 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005542ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005542ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Marshall, D. (2001). Review of [Bryden, P. E., *Planners and Politicians. Liberal Politics and Social Policy, 1957-1968* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998), 256 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54(4), 571–573.
<https://doi.org/10.7202/005542ar>

COMPTES RENDUS

BRYDEN, P. E., *Planners and Politicians. Liberal Politics and Social Policy, 1957-1968* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998), 256 p.

Les remises en question de l'État-providence des trois dernières décennies font parfois apparaître les trente années précédentes comme un âge d'or, au Canada comme dans la plupart des pays du Nord. Or, les débats méticuleusement reconstitués par P. E. Bryden montrent que, dans le monde de la politique partisane et bureaucratique, le droit à un minimum de bien-être n'a jamais été tenu pour acquis. La deuxième vague de formation de l'État-providence, comme l'appelle Allan Moscovitch, a retenu son attention. Il s'agit des années où le gouvernement du libéral Lester B. Pearson (1963-1968) a adopté le Régime de pension du Canada (1965), un programme visant à améliorer les pensions de vieillesse universelles de 1951 en fournissant une aide sociale supplémentaire aux retraités et à leurs survivants ; le Régime d'assistance publique du Canada (1966), un programme à frais partagés visant à l'extension et à l'uniformisation des programmes provinciaux d'aide aux pauvres, et la Loi sur l'assurance-maladie (1966) qui, à l'aide de contributions aux provinces, visait à l'établissement universel de soins médicaux gratuits. Il serait impossible de comprendre cette période exceptionnelle d'activités, avance Bryden, sans l'étude du renouvellement hésitant du Parti libéral, au cours d'un long séjour dans l'opposition (1956-1963), auquel il consacre près de la moitié de son ouvrage.

Attentif aux dynamiques à l'intérieur des principaux partis fédéraux, conscient de l'importance des relations entre Ottawa et les provinces, Bryden examine aussi le rôle des médias et celui des « pressions sociales ».

Ce point de vue lui permet d'identifier la place rapidement changeante des politiques sociales dans les préoccupations des électeurs et des politiciens, un sujet qui, même à cette époque d'expansion intense, a souvent été le produit d'une politique de corridors.

La méthode de Bryden est celle d'une histoire politique de l'« innovation institutionnelle » qui, sans être novatrice, est rigoureuse et convaincante. Son originalité réside dans la nouveauté et la richesse des témoignages et des documents qu'il met à contribution pour l'analyse minutieuse de chaque étape de la mise en place des trois mesures. L'auteur a consulté les fonds personnels d'un nombre important de politiciens et d'administrateurs ; il a conduit des dizaines d'entrevues originales auprès des personnes les plus importantes de l'histoire immédiate de ces mesures. En outre, il a dépouillé rigoureusement les quotidiens, les magazines, les publications et les manuscrits des partis politiques, du Canadian Labour Congress et des commissions royales d'enquête. Il a consulté les fonds d'institutions comme le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le Conseil Privé, les coupures de presse de la *Canadian Annual Review*, et a bénéficié d'un accès privilégié à des papiers personnels par l'entremise de son directeur de thèse, Jack Granatstein.

La chronique de moments cruciaux dans l'histoire des relations entre le gouvernement central et ceux des provinces, qui s'attarde considérablement à l'histoire des États-providence provinciaux, apporte des renseignements précieux pour l'histoire du Québec, que les articles de Yves Vaillancourt et le livre de Claude Morin n'avaient pas pris en compte. Le quatrième chapitre de l'ouvrage, par exemple, analyse les arguments du gouvernement Lesage autour de l'établissement d'un fonds de retraite provincial, et suggère que sa principale préoccupation était de créer un fonds d'investissement local ; de même, l'auteur présente le rôle souvent négligé des émissaires des libéraux fédéraux originaires de la province, en particulier Maurice Lamontagne.

Comme le titre du livre l'indique, une telle reconstitution de l'évolution des propositions de programmes sociaux à travers la complexité des circonstances politiques révèle l'importance du travail d'une poignée de « planificateurs » au-delà de l'influence des assureurs privés, des groupes d'entrepreneurs ou des associations de médecins. Bryden souligne en particulier le rôle inestimable, à l'intérieur d'un Parti libéral renouvelé, de Tom Kent, journaliste de Winnipeg devenu conseiller politique puis sous-ministre, et de Walter Gordon, homme d'affaires de Toronto, président de commissions d'enquête et spécialiste des questions concernant la politique com-

merciale canadienne, devenu conseiller, puis ministre. Ce faisant, il met l'accent sur la perte de pouvoir des ministres détenant un pouvoir régional, de même que sur l'insignifiance du rôle personnel d'un Pearson hésitant.

Bryden suggère aussi que la période en fut une où les syndicats, les groupes de pression de gauche ou de droite ou encore les associations bénévoles, eurent une influence prononcée. Sa démonstration aurait été plus convaincante s'il avait analysé davantage les valeurs de ces planificateurs, le sens de leurs priorités, la nature de leurs relations avec les délégués aux conventions et avec l'opinion publique. Les documents concernant les besoins et les demandes de cette opinion auraient pu être interprétés de façon plus critique, le sens des opinions générales analysé de façon plus approfondie.

À l'aide du concept de « fédéralisme fonctionnel » emprunté à la science politique, il retrace avec subtilité l'évolution de la nature de la centralisation fédérale. La contribution majeure des « planificateurs » du début des années 1960 a été de mettre au point « une approche des négociations qui supposait une direction centralisée sur le plan des principes généraux mais permettait une application décentralisée, à la discrétion des provinces » (p. 122-123). Le choix d'étudier trois mesures lui permet aussi d'indiquer en quoi les problèmes et les leçons rencontrés autour de l'une d'entre elles expliquent plusieurs des caractéristiques des deux autres.

DOMINIQUE MARSHALL
*Département d'histoire
Université Carleton*